

Le drame d'Oradour-sur-Glane

Résumé de la thèse révisionniste

Table des matières

Un questionnement naturel et conforme à l'idée de Justice
Pour un retour à des méthodes d'enquête traditionnelles
Des travaux tendancieux
Ma méthode d'étude ; vérifier la matérialité des faits
Étude matérielle du massacre d'Oradour
L'état des cadavres
Les ruines de l'église
Premières hypothèses
Confirmation par les témoignages
L'« unique rescapée de l'église » est un faux témoin évident
Des témoignages qui confirment mes premières hypothèses
Les Waffen SS ont-ils fait exploser l'église ?
La thèse officielle
Une thèse absurde et contredite
Oradour : base arrière du maquis
La thèse officielle
Mes découvertes contredisent la thèse officielle
La thèse officielle s'effondre
La vérité sur les événements du 10 juin à Oradour
La version allemande
La version française se heurte à de multiples contradictions
Ce que l'on sait
Ce qui reste à découvrir
L'unique réponse des tenants de la thèse officielle : la censure brutale
J'acceptais d'avance le débat
Les tenants de la thèse officielle refusent et m'injurient...
... et se réfugient dans les jupes des autorités
Conclusion

Un questionnement naturel et conforme à l'idée de Justice

Avant de commencer, je demande au lecteur de réfléchir : quelle serait sa réaction si on l'accusait faussement d'avoir volé ne serait-ce qu'un pain dans une boulangerie ? Subirait-il passivement cette calomnie ? Non, il crierait au mensonge et trouverait tout naturel que des gens enquêtent pour vérifier la pertinence de l'accusation.

A Oradour-sur-Glane, on n'accuse pas des gens d'avoir volé un, dix ou même cent pains. On les accuse d'avoir froidement perpétré 642 abominables crimes, dont 500 environ contre des femmes, des enfants et des nourrissons sans défense. C'est extrêmement grave. Dès lors, il est tout naturel, si un doute s'élève, d'aller enquêter sur place afin de vérifier ce que l'on croyait acquis.

Pour un retour à des méthodes d'enquête traditionnelles

Des travaux tendancieux

Je ne suis pas historien. J'ai une formation d'ingénieur chimiste et de professeur de sciences. Voilà pourquoi je n'ai pas pris le problème d'Oradour comme on le fait habituellement. Très souvent, en effet, les auteurs commencent par nous parler de la Waffen SS, des théories allemandes de la guerre totale, des « crimes des SS » en URSS, en Tchécoslovaquie et ailleurs, de l'occupation allemande en France et de l'activité générale des Waffen SS dans la lutte contre la Résistance. Le massacre en lui-même ne vient qu'après ([voir document](#)).

Cette présentation est tendancieuse, car elle consiste à présenter d'emblée le drame du 10 juin comme la suite logique d'une politique meurtrière mise en place à l'Est. Le message implicite est le suivant : « Voyez les exactions que les Waffen SS perpétraient depuis trois ans à l'Est ; Oradour s'inscrit dans le cadre de cette politique, même si en France elle a été moins fortement appliquée ». Dès lors, l'auteur ne se préoccupe pas vraiment de vérifier le massacre d'Oradour ; pour lui, il est évident que les Waffen SS sont coupables. Par conséquent, il ne fait que répéter la thèse officielle véhiculée depuis 1945.

Ma méthode d'étude ; vérifier la matérialité des faits

De mon côté, j'ai adopté une méthode d'enquête traditionnelle ; celle que les inspecteurs utilisent dans des affaires criminelles. J'ai commencé par étudier la matérialité des faits, sans me soucier ni du contexte, ni des assassins présumés. Oubliant tout ce que j'avais appris sur le drame, je me suis rendu à l'endroit de la tragédie (dans les ruines conservées) et j'ai étudié toutes les photographies d'époque que j'ai pu découvrir. Mon objectif était :

- 1°) de dresser un état des lieux après le drame ;
- 2°) d'étudier l'état des cadavres retrouvés.

Ces éléments devaient me permettre de formuler des premières hypothèses concernant les faits qui étaient survenus ce 10 juin tragique. Ensuite, et seulement ensuite, je m'intéresserais aux témoignages.

Étude matérielle du massacre d'Oradour

L'état des cadavres

L'examen des cadavres me permit de constater des différences substantielles entre ceux des hommes et ceux des femmes et des enfants.

Cadavre des hommes

Les premiers étaient entiers (à l'exception parfois des extrémités comme les mains) mais complètement carbonisés. En particulier :

- a) ils n'étaient plus identifiables : les traits du visage et leurs cheveux avaient complètement disparus) et
- b) leurs vêtements s'étaient totalement consumés.

Ils ressemblaient à des statues de bronze, ce qui est typique des victimes d'incendies prolongés ([voir photos](#)).

Cadavres des femmes et des enfants

Les deuxièmes offraient un aspect très différent : ils étaient déchiquetés mais beaucoup conservaient et leurs vêtements, et les traits de leur visage (quand la tête était encore là), même s'ils étaient parfois brûlés en surface (voir photos : [photo 1](#), [photo 2](#), [photo 3](#), [photo 4](#)). Dans leur cas, il fallait plutôt parler de débris humains : un torse, un bassin et deux jambes, un bras, une main, une tête...

Pour les femmes et les enfants, les clichés évoquaient de façon frappante des victimes d'explosions (attentat, bombardement ou accident).

Les ruines de l'église

L'examen des ruines de l'église confirma ces premières conclusions.

L'aspect extérieur

L'aspect extérieur du bâtiment rappelait ces églises ou ces cathédrales victimes de bombardements : les toitures avaient complètement disparu, soufflées par les explosions (voir photos : [photos 1](#), [photos 2](#)), et de nombreuses ouvertures (notamment celles du clocher) ne présentaient aucune trace

de suie. Un incendie, quant à lui, laisse subsister une partie des grosses poutres, et s'il est assez puissant pour toutes les consumer, on doit alors retrouver de très nombreuses traces de suies au niveau des ouvertures ([voir photos](#)).

L'aspect intérieur

A l'intérieur, quatre éléments contredisaient la thèse du violent incendie :

1°) la fine sphère en laiton qui se trouvait sous la croix faîtière (la croix installée au haut du clocher) n'avait pas fondue. Or, si, comme l'affirme la thèse officielle, le clocher avait brûlé provoquant l'effondrement de la toiture, cette sphère prise dans les flammes aurait dû fondre. Sachant qu'elle était intacte mais cabossée, on en déduisait qu'elle avait dû être éjectée au loin ([voir photo de la fine sphère](#) ; [voir croquis montrant l'éjection de la croix faîtière](#) lors d'une explosion) ;

2°) les deux cloches n'avaient que partiellement fondu. Des parties de leur base étaient intactes au point qu'on pouvait encore lire les inscriptions et voir les décorations gravées dessus ([voir photo](#)). Or, en cas d'incendie violent et prolongé du clocher, elles auraient dû être réduites à l'état de masse informe de bronze. Cette fusion partielle démontrait que le phénomène destructeur avait été très violent et très bref, ce qui avait empêché la chaleur de diffuser à l'intérieur du métal ;

3°) au sol, dans les chapelles latérales, des objets en bois avaient été préservés. Notamment :

a) à droite en entrant, dans la chapelle St-Joseph, un autel en bois ;

b) à gauche, dans la chapelle de la Vierge, le confessionnal en bois léger (quelque millimètres d'épaisseur, [voir photo](#)).

A supposer qu'un incendie violent et prolongé se soit développé dans l'église, brûlant plus de 500 femmes et enfants, le rayonnement thermique aurait suffi à consumer ces deux objets ;

4°) Sur l'autel de la Vierge, des fleurs en tissus avaient été découvertes peu après la tragédie, que l'on pouvait encore voir dans la crypte du souvenir. D'après le témoignage de Pierre Poitevin, qui avait pénétré dans l'église quelques heures après le drame, des draperies étaient encore visibles sur cet autel ([voir document](#)). Comment croire que ces objets aient pu résister à un incendie violent, prolongé et généralisé ?

Premières hypothèses

Toutes ces constatations permirent de conclure que **le phénomène destructeur avait été très violent** (toitures soufflées, croix faîtière éjectée, édifice ébranlé...) **mais bref** (fusion partielle des cloches, préservation d'objets en bois et un tissu).

D'où la thèse d'une ou plusieurs explosions qui se confirmait.

Confirmation par les témoignages

L' « unique rescapée de l'église » est un faux témoin évident

Une fois ce travail effectué, je commençai l'étude des témoignages. Le premier sur lequel je portai mon attention fut celui de [Marguerite Rouffanche](#), présentée comme l'unique rescapée du drame de l'église. Très vite, je m'aperçus qu'elle avait fourni non pas un mais plusieurs récits, entre 1944 et 1947, auxquels il fallait ajouter sa déposition devant le Tribunal militaire permanent de Bordeaux en 1953. L'étude et la comparaison de ces témoignages me convainquit rapidement que Mme Rouffanche était un témoin suborné qui racontait n'importe quoi. En particulier :

Une « caisse » qui s'enflamme sans flamme et qui explose sans exploser

- Interrogée une première fois en juin 1944 par le Résistant Pierre Poitevin, elle prétendit que les Waffen SS avaient emmené dans l'église une « caisse » fumigène, précisant : « *personne n'osa s'en approcher, mais elle n'explosa pas* »[1].
- Or, le 30 novembre 1944, dans une autre déposition, elle affirma : « *le feu fut communiqué à l'engin dans lequel une forte explosion se produisit* »[2] ([voir documents](#)).
- En 1947, enfin, devant la Commission d'instruction du Tribunal militaire de Bordeaux, elle dit : « *La caisse qui a été emportée dans l'église a dégagé une fumée épaisse et asphyxiante, sans dégager aucune flamme* »[3].

Il fallait donc croire que cette mystérieuse « caisse » avait été enflammée sans dégager aucune flamme, et qu'elle avait été le siège d'une « *forte explosion* » sans avoir explosé.

Un saut impossible

Mme Rouffanche prétendait en outre avoir échappé aux flammes au passant à travers un vitrail. Elle aurait effectué un saut de près de 4 mètres, avant de rouler le long d'une pente de 4,5 m et de s'arrêter miraculeusement sur une corniche sans parapet d'un peu plus d'un mètre de large ; ce qui lui aurait évité de tomber 2,5 m plus bas, sur la route où un Waffen SS était posté. Le tout sans se blesser, alors qu'elle était âgée de 47 ans au moment des faits ([voir photo](#)). S'étant relevée, elle aurait été mitraillée par le Waffen SS posté plus bas, mais elle serait tout de même parvenue à lui échapper en courant avec 5 balles dans la jambe.

Ces récits non seulement contradictoires mais aussi délirants suffirent à me convaincre que Mme Rouffanche mentait.

Des témoignages qui confirment mes premières hypothèses

Le récit de Mme Lang et le compte rendu de M. Pallier

Ce fait acquis, je m'intéressai aux autres témoignages. Dans la littérature officielle, qui véhiculait la thèse de l'incendie mis par les Waffen SS, on retrouvait toujours les mêmes, émanant des principaux rescapés (notamment les six hommes qui échappèrent à la fusillade dans la grange Laudy). Un retint plus particulièrement mon attention. Il émanait d'une femme, Mme Lang, qui, le 10 juin tragique, s'était cachée dans sa maison. Interrogée, elle avait déclaré : « *Un bruit épouvantable éclate dans la direction de l'église qui était à quelques dizaines de mètres de nous. Détonations sur détonations se succèdent, suivies d'une immense clameur et de cris effrayants. Les mitrailleuses crépitent* » ([voir document](#)). De son côté, un ingénieur de la SNCF, M. Pallier, qui pénétra dans l'église le 11 juin, écrivit : « *Il ne semble pas que les femmes et les enfants aient subi le même sort [que les hommes] puisque l'on a retrouvé dans l'église des corps que la mort a surpris dans une attitude normale* » ([voir document](#))[4].

Ce récit et ce compte rendu venaient confirmer mes premières conclusions issues de mon étude matérielle : l'église avait été ébranlée par des explosions soudaines qui avaient probablement tué les femmes et les enfants (d'où les « *cris effrayants* » entendus par Mme Lang et les morts « *surpris dans une attitude normale* » vus par M. Pallier).

Les précisions capitales de MM. Renaud et Beaubreuil

Par la suite, des rescapés rencontrés et des documents non publiés consultés dans des archives vinrent conforter cette analyse.

- M. Aimé Renaud que je rencontrai en août 1990 me raconta que, caché dans son jardin le 10 juin tragique, il avait vu le clocher ébranlé par une explosion si forte que le toit avait été emporté et que l'onde de choc l'avait frappé.

- De son côté, M. Beaubreuil me confirma que toutes les mitraillades dans le bourg avaient commencé après qu'il eut entendu une énorme explosion sur la place de l'église ; son témoignage était d'autant plus important que le jour de drame, il s'était caché chez sa tante qui habitait sur la place de l'église.

En 2001, ces deux personnes ont nié m'avoir rencontré. Elles mentaient. Je les ai rencontrées et j'ai noté le résumé de nos entretiens dans un petit cahier rouge, avec la date et d'autres détails que je n'ai pas pu inventer. Celui-ci a été confisqué par la justice ; qu'elle le rende public, on verra bien qui ment.

Les témoignages entendus au procès de Bordeaux

Mais qu'importe. Grâce à un avocat au procès de Bordeaux, j'ai pu consulter les sténotypies prises lors des audiences. A ma grande surprise, j'ai constaté que non seulement les accusés (Fernand Giedinger, Henri Weber...), mais aussi des témoins à charge (c'est-à-dire des rescapés) ont confirmé que l'église avait explosé.

Mme Renaud, par exemple, a déclaré : « *Il y a eu une grande détonation à l'église* » et son mari (Aimé, que j'ai rencontré en 1990) a clairement dit : « *La seule plainte que j'ai entendue c'est*

quand l'église a sauté »[5].

Ajoutons à cela les dépositions de personnes qui ont pénétré dans l'église peu après la tragédie. Parmi elles figure M. Petit. A Bordeaux, il lança : « *C'était une horreur gigantesque. Il n'y avait pas un corps intact. Certains étaient coupés en deux* » (*Ibid.*, p. 80).

Une confirmation des mes hypothèses

Tous ces témoignages venaient confirmer que l'église avait été secouée par plusieurs grosses détonations, dont une, au moins, avait eu pour épicentre le clocher. Outre les destructions matérielles visibles dans l'édifice, ces détonations avaient provoqué :

- a) la mort de nombreuses femmes et enfants (d'où les cadavres déchiquetés) ;
- b) les fusillades des hommes dans le bourg.

Les Waffen SS ont-ils fait exploser l'église ?

La thèse officielle

Les Waffen SS pouvaient-ils être rendus responsables de ces explosions ? C'est ce qu'affirme la thèse officielle. Mais ses tenants savent que la mystérieuse « caisse » de Mme Rouffanche ne saurait expliquer ni l'explosion dans le clocher (puisque l'engin aurait été mis loin, dans le chœur), ni les dégâts constatés dans le sanctuaire. Voilà pourquoi ils ont bâti une histoire selon laquelle les Waffen SS auraient tout d'abord voulu faire sauter l'église pour tuer d'un seul coup toutes les femmes et les enfants qui s'y trouvaient. Mais la tentative aurait échoué (elle aurait fait « *plus de bruit que de dégâts* » et seul un Waffen SS, Gnug, aurait été blessé par une pierre tombée du clocher), si bien que les « bourreaux » auraient dû improviser : ils auraient alors fabriqué une caisse asphyxiante qu'ils auraient mise à feu dans le chœur de l'église. Mais là encore, la tentative aurait échoué parce que l'explosion aurait soufflé les vitraux, permettant à la fumée de s'échapper. En désespoir de cause, ils auraient donc pénétré dans le sanctuaire pour mitrailler tout le monde[6].

Une thèse absurde et contredite

Cette thèse est déjà absurde en elle-même. Car quand on veut tuer des femmes et des enfants, on ne cherche pas à les ensevelir sous une église fortifiée. On les mitraille, par petits groupes.

Mais il y a plus : si la thèse officielle est vraie, les femmes et les enfants parqués dans l'église auraient dû entendre une explosion avant l'arrivée de la « caisse », explosion correspondant à la tentative de faire sauter l'édifice. Or, dans aucun de ses témoignages de 1944, Mme Rouffanche n'a parlé d'une détonation qui aurait retenti pendant l'attente. Bien plus, interrogée en 1947, elle déclara : « *Pendant le temps que je suis restée dans l'église, je n'ai vu ni entendu aucune explosion.* »[7]. C'était la preuve que cette histoire rocambolesque de tentative de destruction de l'édifice n'avait pas un commencement de réalité.

Dès lors, la conclusion s'imposait, nette : ces mystérieuses explosions, dont l'une s'était produite dans le clocher, n'avaient pas été dues aux Waffen SS. Elles avaient une autre origine. Une origine que, manifestement, les tenants de la thèse officielle voulaient cacher au public, puisque dès 1944, ils avaient échafaudé une version mensongère des faits.

Oradour : base arrière du maquis

La thèse officielle

L'hypothèse la plus vraisemblable était celle d'un dépôt clandestin de munitions qui aurait été aménagé sous les combles de l'église et qui aurait explosé ce 10 juin tragique pour des raisons à déterminer. Sans surprise, elle s'opposait à la thèse officielle selon laquelle Oradour était un village parfaitement tranquille, situé dans une région exempte de toute activité maquisarde. Mais n'avait-on pas précisément échafaudé une thèse mensongère pour que personne n'ait l'idée de s'interroger sur les causes réelles de la destruction de l'église ? Car comment croire qu'en plein Limousin infesté par les maquis communistes ([voir document](#)), une grosse bourgade située loin des axes routiers n'ait pas servi de base arrière à la Résistance ? Enfin, signalons que de nombreux cas connus en France et en Belgique confirment l'utilisation par la Résistance des combles des églises pour cacher de gros dépôts de munitions.

Mes découvertes contredisent la thèse officielle

Des autochtones dans la Résistance

Les recherches que j'ai entrepris dans les années 90 pour éclaircir ce point donnèrent rapidement des résultats. Les révélations de certains rescapés établirent l'existence de liens entre certains habitants du village et la Résistance. Voici quelques exemples :

- Maurice Beaubreuil était membre d'un maquis ;
- son ami Mathieu Borie appartenait aux FTPF (Résistance communiste) ;
- Paul Doutre était un « *membre supplétif du maquis* » ;
- M. Dupic appartenait à l'Armée secrète (Résistance de droite) ;
- Paul Doire, il ravitaillait les maquis des environs en pain[8].

Des réfugiés antifascistes à Oradour

Bien plus : le dépouillement d'archives de la Haute-Vienne me permit de découvrir non seulement que des maquisards agissaient régulièrement à Oradour (volant des cigarettes, de l'essence etc.[9]) mais aussi que le bourg abritait un Groupement de Travailleurs Étrangers (le 643^{ème} GTE). Celui-ci était composé en majorité d'Espagnols anti-franquistes réfugiés en France depuis 1936. Or, comme par hasard, beaucoup de ces travailleurs avaient déserté à partir de 1943, c'est-à-dire au moment où les rangs des maquis grossissaient, alors que leur famille restait à Oradour[10]. De façon évidente,

ces GTE composés d'antifascistes notoires avaient constitué des réservoirs humains pour les maquis. C'est probablement pour cette raison que la présence d'un d'entre eux à Oradour avait été soigneusement cachée.

Un témoin capital : Len Cotton

En 1996, enfin, je découvris l'existence d'un ancien aviateur de la RAF, [Len Cotton](#), dont l'avion avait été descendu fin 1942 et s'était écrasé dans la région de Confolens. Dans un témoignage écrit, il me révéla que lui et ses coéquipiers avaient été pris en charge par la Résistance pour qu'ils échappent aux Allemands. Ils avaient cachés trois jours à... Oradour-sur-Glane, dans la sacristie de l'église (car le prêtre était de la partie) et nourris par la fille de Mme Rouffanche qui appartenait à la Résistance sous le pseudonyme de « Danielle »[11]. Joint par téléphone, il me déclara qu'Oradour était un « *grand centre de la résistance* ». Ce témoignage, je l'ai publié il y a sept ans et jamais les tenants de la thèse officielle ne m'ont répondu, parce qu'ils n'ont rien à répondre.

Cette dernière découverte, notons-le en passant, expliquait pourquoi Pierre Poitevin s'était adressé à Mme Rouffanche pour qu'elle devienne le témoin manipulé par la Résistance et pourquoi celle-ci avait tout de suite accepté. En racontant son histoire rocambolesque de « caisse » et de saut périlleux pour accuser les Waffen SS et, ainsi, dégager la responsabilité du maquis dans la tragédie, Mme Rouffanche ne faisait que continuer le combat de sa fille.

La thèse officielle s'effondre

Quoi qu'il en soit, la thèse du village parfaitement tranquille s'effondrait. A ce moment, il ne restait rien, ou presque, de l'histoire officielle selon laquelle :

- a) Oradour était une paisible bourgade sans maquis ;
- b) l'église avait été incendiée par les Waffen SS.

Au contraire, on pouvait affirmer qu'Oradour était un foyer de Résistance (ce qu'ont toujours dit les Allemands ; [voir document](#)) et que l'église avait le siège de plusieurs explosions causées par l'éclatement d'un dépôt clandestin de munitions.

La vérité sur les événements du 10 juin à Oradour

La version allemande

Ces conclusions étaient d'autant plus importantes que dès 1944, les Allemands (et plus particulièrement les Waffen SS) avaient toujours nié être allés à Oradour pour exterminer un village afin de terroriser les populations françaises. Leur version était la suivante : le 10 juin 1944, 120 à 150 Waffen SS de la division *Das Reich* avaient investi le bourg d'Oradour-sur-Glane afin de

rechercher un gradé allemand, H. Kämpfe, enlevé la veille dans la région par des maquisards de Jean Canou. Une rapide enquête leur avait permis de conclure que selon toute vraisemblance, le disparu était retenu à Oradour, alors haut lieu de la Résistance dans le Limousin.

Agissant selon une procédure habituelle, les soldats avaient séparé les hommes des femmes et des enfants. Ce dernier groupe avait été parqué dans l'église afin d'y être mis en sécurité. Puis les hommes avaient été emmenés, par groupes, dans des granges afin d'y être plus facilement gardés par quelques sentinelles pendant que les Waffen SS procédaient à des perquisitions dans les habitations. Alors que les recherches se déroulaient — permettant la saisie de nombreuses armes et munitions — une énorme explosion avait secoué l'église, déchiquetant les femmes et les enfants qui se trouvaient dans la nef. Pris dans cet engrenage infernal, les Waffen SS avaient mitraillé les hommes avant de se ruer à l'église[12].

La version française se heurte à de multiples contradictions

Les Français ayant réussi à imposer leur thèse du village tranquille, la version allemande avait toujours été repoussée d'un revers de la manche. On y voyait une pitoyable tentative de s'innocenter ou, au moins, de se justifier.

Les SS n'auraient jamais dû chercher à se justifier

Toutefois, personne ne semblait s'apercevoir que si, vraiment, les Waffen SS « criminels » avaient agi selon ce qui était devenu pour eux une habitude, avec la ferme intention d'épouvanter les populations, ils n'auraient pas cherché des excuses après le drame. Bien au contraire, ils auraient revendiqué bien haut leur geste et ils auraient même recommencé pour démontrer qu'ils ne plaisantaient pas. La France aurait alors connu non pas un Oradour, ni deux ou trois, mais dix, vingt voire cinquante.

Les Waffen SS n'auraient pas perdu leur temps

De plus, personne ne conteste qu'à Oradour, les Waffen SS ont séparé les hommes des femmes et des enfants, qu'ils ont ensuite demandé des otages au maire (car ils voulaient tenter de négocier un échange avec la Résistance) et qu'ils ont finalement procédé à des perquisitions dans toutes les maisons. Pourquoi auraient-ils perdu tout ce temps — alors qu'ils remontaient au plus vite vers la Normandie — s'ils étaient venus exprès pour massacrer la population ? On nous répond parfois que « *cela faisait partie de la mise en scène* ». Mais pourquoi cette mise en scène, puisque les gens étaient en leur pouvoir et qu'il ne devait rester aucun témoin ? C'est se moquer du monde !

Les Waffen SS aurait agi la veille à Tulle

Enfin, si les Waffen SS avaient vraiment voulu exercer des représailles sanglantes et semer la terreur suite à des actions de la Résistance, ils auraient massacré des femmes et des enfants la veille, à Tulle, où une quarantaine de soldats allemands avaient été retrouvés tués et atrocement mutilés par des maquisards. C'était pour eux l'occasion rêvée, car là, ils avaient des cadavres de camarades à exhiber pour justifier leur geste. Or, dans cette ville, et conformément à leur habitude, ils ne s'en sont pris qu'aux hommes, pendant 99 d'entre eux (sur les 1 200 qu'ils avaient d'abord arrêtés ; *Ibid.*, pp. 429-430).

Le fait qu'à Oradour, les Waffen SS aient commencé par séparer les hommes des femmes et des enfants confirme la thèse selon laquelle ils ne voulaient pas massacrer la population du bourg.

Ce que l'on sait, ce qui reste à découvrir

Ce que l'on sait

Voilà pourquoi aujourd'hui, je maintiens qu'Oradour est une action policière qui a mal tourné. Lorsque les Waffen SS investirent le village, leur mission était de retrouver H. Kämpfe, de prendre des otages parmi les maquisards (pour négocier un échange en cas de succès) et de détruire le PC du maquis. Les femmes et les enfants ont été séparés des hommes et enfermés dans l'église pour le temps de l'opération. L'erreur du commandement allemand fut de ne pas avoir fouillé préalablement le lieu saint.

Ce qui reste à découvrir

Pourquoi le dépôt de munitions a-t-il sauté, provoquant un drame sans nom ? Tant que les bouches seront fermées et que les archives seront inaccessibles (elles le seront jusqu'en 2053), nous en serons réduits aux hypothèses. Celle qui m'apparaît la plus plausible est la suivante : lorsque les Waffen SS investirent le bourg, des maquisards se réfugièrent dans l'église, sous les combles, là où il y avait des armes et des munitions. Après que les femmes et les enfants aient été parqués dans le lieu saint, ils ont été découverts (tentative de fuite ratée ? manque de discrétion ? dénonciation ?). Les Waffen SS tentèrent de les déloger, et c'est au cours de la bagarre que le dépôt sauta (balle perdue ou erreur de manipulation d'un maquisard).

Toutes les femmes et les enfants périrent-ils dans la catastrophe ? C'est difficile à croire, car les explosions, nous l'avons vu, préservèrent les chapelles latérales où l'on a retrouvé des objets en bois et des draperies. Les personnes qui s'y trouvaient ont donc du survivre. En 1963, un militaire allemand, Eberhard Matthes, visita Oradour en uniforme. Dans une déclaration sous serment faite par la suite, il dit avoir rencontré deux femmes qui se présentèrent comme des rescapées de l'église. Elles lui racontèrent que des Waffen SS avaient effectivement extrait « *plusieurs femmes et enfants de la fournaise* »[13].

L'unique réponse des tenants de la thèse officielle : la censure brutale

J'acceptais d'avance le débat

Telle est ma thèse sur le drame d'Oradour. Cette thèse, je l'ai exposée dans un livre de près de 450 pages publié en Belgique en 1997 et intitulé : *Le massacre d'Oradour : un demi-siècle de mise en scène*. Dans l'avertissement, j'écrivais : « *Si, demain, certains détracteurs nous conviennent à un débat honnête, nous nous empresserons de répondre favorablement* » (p. 20). D'avance, donc, j'acceptais le débat.

Les tenants de la thèse officielle refusent et m'injurient...

Si les tenants de la thèse officielle avaient été surs d'eux, ils auraient dû s'empressement d'organiser une confrontation publique pour me ridiculiser. C'eut été, pour eux, le meilleur moyen de contrer mon livre.

Or, de façon extrêmement révélatrice, ils n'ont pas agi ainsi. A la discussion loyale, ils ont préféré l'injure et la censure brutale. Mon livre parut en juin 1997, alors que je venais d'être révoqué de l'Éducation nationale (pour révisionnisme). Immédiatement, une intense campagne de presse commença dans le Limousin durant laquelle je fus copieusement insulté, traîné dans la boue, traité de menteur, de falsificateur etc. Naturellement, jamais je ne fus interrogé par un quelconque journaliste et jamais mes droits de réponse ne furent publiés. Seuls mes adversaires pouvaient parler.

... et se réfugient dans les jupes des autorités

Septembre 1997 : mon livre est interdit en France

Parallèlement, les autorités du Limousin agirent pour que mon livre soit interdit au plus vite. Sans surprise, elles obtinrent gain de cause : dès septembre 1997, un arrêté ministériel (signé par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Jean-Pierre Chevènement), interdit la diffusion et la circulation de mon livre sur tout le territoire national.

Février 2001 : ma cassette est interdite en Haute-Vienne

En 1998-1999, une équipe travailla à l'élaboration d'une cassette vidéo qui voulait résumer mon livre et encourager les gens à l'acheter. Ce film parut fin 2000 et la diffusion réelle commença en janvier 2001. Là encore, la réaction des autorités ne se fit point attendre. Dès le 8 février 2001, le préfet de la Haute-Vienne publia un arrêté qui interdisait ma cassette vidéo dans tout le département.

La « Justice » emploie les grands moyens

Dans la foulée, les tenants de la thèse officielle se démenèrent pour que des poursuites soient engagées contre moi pour « *[négarion de crime de guerre](#)* ». Mais aucune loi ne réprimant, en France, une telle négation, les autorités opérèrent un virage à 180 degrés et déposèrent plainte pour « *[apologie de crime de guerre](#)* ». Comme si l'on pouvait faire l'apologie de ce que l'on nie !

Comme on pouvait s'y attendre, une instruction fut ouverte. Les autorités employèrent les grands moyens : le 16 mai 2001, alors que j'étais absent de mon domicile bruxellois, des policiers belges, agissant sur commission rogatoire française, perquisitionnèrent mon bureau et saisirent une soixantaine de cartons de livres, papiers et archives diverses. Dans le même temps, des perquisitions étaient organisées à Anvers, aux ateliers et au domicile de mon éditeur.

Des bons de commande pour la cassette vidéo ayant été envoyés anonymement à des personnalités du Limousin, la justice — qui n'a rien d'autre à faire — fit procéder à des analyses d'écriture (les

adresses écrites sur les enveloppes) et à des analyses ADN (les timbres ayant été léchés) afin de retrouver le ou les auteurs. L'auteur fut effectivement retrouvé ; il s'agissait d'un de mes amis, un limougeaud septuagénaire qui avait cru bien faire.

En juin 2001, le juge d'instruction qui s'occupait de l'affaire, Christine Forel, me plaça sous contrôle judiciaire. Elle saisit mon passeport, m'interdit de séjour en Haute-Vienne et m'obligea à prévenir la Justice si je partais plus de trois jours de chez moi.

Septembre 2001 : ma cassette est interdite en France

Le 27 septembre 2001, soit quatre ans après l'interdiction de mon livre, le ministre de l'Intérieur signa un arrêté qui interdisait ma cassette sur tout le territoire national. Pour ce faire, il s'appuya sur une loi du 17 juin 1998 « *relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs* »[14] !

Procès et condamnations

Pendant ce temps, l'instruction continuait. Elle dura deux ans et s'acheva par mon renvoi devant le tribunal correctionnel de Limoges pour « apologie de crime de guerre ». Le procès en première instance eut lieu le 18 novembre 2003. Son déroulement fut scandaleux : le Président du tribunal refusa de visionner la cassette vidéo et m'empêcha de développer ma défense, m'interrompant sans cesse[15]. Le 12 décembre 2003, je fus reconnu coupable d'apologie et condamné à un an de prison dont trois mois fermes, 10 000 € d'amende, avec en outre confiscation de mes archives qui avaient été saisies lors de l'instruction.

Un procès en appel eut lieu le 14 avril 2004. Cette fois, le Tribunal se comporta plus correctement ([lire le compte rendu de l'audience](#)). Mais s'il me permit de développer ma défense, il ne m'écoula pas davantage. L'arrêt rendu le 9 juin 2004 (la veille du soixantième anniversaire de la tragédie !) reprit mot pour mot des parties entières du jugement de première instance ([lire l'arrêt avec nos commentaires](#)). Quant à la peine prononcée, elle fut globalement plus sévère. Allant au-delà des réquisitions du procureur, les magistrats me condamnèrent à deux ans de prison dont six mois fermes. L'amende de 10 000 € fut toutefois remplacée par 3 000 € de dommages et intérêts à verser aux trois parties civiles (Marcel Darhout, un rescapé du drame ; la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme [LICRA] et les Amis de la Fondation pour la mémoire de la déportation [AFMD]). Quant à la confiscation de mes archives, elle fut confirmée.

Je me suis naturellement pourvu en cassation, mais sans trop d'espoir. Mais, ô surprise, l'arrêt d'appel fut finalement cassé au motif (évident) que je ne m'étais rendu coupable d'aucune « apologie »...

Conclusion

A l'heure où j'écris ces lignes, je peux être satisfait : mes adversaires ont perdu sur toute la ligne. Judiciairement et, surtout, intellectuellement. Car en sept ans, ils ne m'ont jamais répondu. Ils n'ont jamais osé m'affronter de face. Ils ont préféré se réfugier dans les jupes des autorités. Ils n'ont cessé de demander l'interdiction brutale de mes travaux et la condamnation de leur auteur. Le 12 décembre 2003, après que m'a condamnation eût été prononcée, une certaine Camille Senon, interrogée par la télévision locale, se lamenta que je n'aie pas été immédiatement jeté en prison.

Ces réactions ne sont pas celles de gens qui disent la vérité, mais celles de menteurs inquiets. Tout ce qu'ils veulent, c'est me faire taire, et à n'importe quel prix. C'est la meilleure preuve que mes arguments inattaquables. Bien involontairement, ils ont donc assuré la promotion de mes travaux. Ce n'est pas étonnant, même le Diable porte pierre...

[1] Voy. P. Poutevin, *Dans l'Enfer d'Oradour* (Limoges, 1944), p. 92.

[2] Voy. *Oradour-sur-Glane* (collection : « Archives du Service de Recherche des Crimes ennemis en France », 1947).

[3] Interrogatoire du 7 juillet 1947, Liasse VI, cote C. 95.

[4] Voy. le « Compte rendu des événements qui se sont déroulés le samedi 10 juin 1944 à Oradour-sur-Glane », p. IV (consultable à la BDIC, sous la cote F pièce 3 543 Res).

[5] Voy. V. Reynouard, *Le Massacre d'Oradour : un demi-siècle de mise en scène* (éd. VHO, 1997), p. 76.

[6] Voy. notamment Albert Hyvernaud, *Petite histoire d'Oradour-sur-Glane de la préhistoire à nos jours* (1989), pp. 46-47. Voy. également V. Reynouard, *op. cit.*, pp. 77-79.

[7] Interrogatoire du 7 juillet 1947, Liasse VI, cote C. 95.

[8] Voy. V. Reynouard, *op. cit.*, pp. 178-180.

[9] Voy. les rapports du sous-préfet Guy Pauchou que je cite dans mon livre à la page 181. En 1945, dans son ouvrage rédigé avec P. Masfrand, ce même G. Pauchou aura l'audace de prétendre qu'Oradour était un village parfaitement tranquille.

[10] Voy. V. Reynouard, *op. cit.*, pp. 175-178.

[11] *Ibid.*, pp. 182-184.

[12] *Ibid.*, pp. 115-132, 149-152, 163-168, 187-197.

[13] Voy. V. Reynouard, *op. cit.*, p. 212.

[14] Voy. l'arrêté INTD0100584A publié au *Journal officiel* le 10 octobre 2001, p. 15923.

[15] Voy. *Sans Concession* n° 1, janvier 2004.

Bas de la page 56 et haut de la page 57 du livre de P. Poitevin. Que reste-t-il de la thèse du village tranquille ?

Orpheline de père et de mère, brûlés dans la catastrophe, M^{lle} Louise Compain nous rapporte ce qui se passa autour d'elle pendant ces moments tragiques.

— Comme nous voulions savoir ce qu'on avait fait de la population, si on avait fusillé des otages, des Allemands nous répondaient invariablement par ces mots :

« Tous kapout ! tous kapout ! »

DANS L'ENFER D'ORADOUR

57

— Que sont devenus nos femmes, nos enfants ? interrogeaient, haletants d'émotion, les hommes qui étaient avec nous.

— Tous kapout ! tous kapout !

« Kapitale maquis ! capitale maquis ! »

Nous pensions qu'une bataille s'était peut-être livrée entre le maquis et eux ; mais un Allemand, baragouinant en français, s'approcha de notre groupe et nous expliqua :

« Nous trouver des armes et des munitions. Alors faire tout sauter, tout flamber. Ecoutez les explosions !... »

Len Cotton (au centre) avec Robert Chataigner (que j'ai rencontré en 1996 et qui m'a mis en contact avec lui) et Christian Laloz (qui, d'Australie, m'a fait parvenir par fax le récit écrit de l'ex-aviateur).

Cliché que l'on peut obtenir à l'adresse suivante : <http://www.oradour.info/images/rafman01.htm>



Un peu d'histoire

C'était pendant les vacances scolaires de février. Nous venions d'apprendre qu'une pile empoisonnée venait de lever l'Autriche et qu'un vent mauvais, porteur de graines mortelles toujours prêtes à germer, venait de souffler sur ce pays.

Si nous manquions de mémoire, si nous ne connaissions pas notre histoire, une autre tempête bien plus forte que celle que nous venons malheureusement de subir pourrait nous surprendre. Quelles en seraient les prochaines victimes ?

— **La 2407e Cie**, ce lycée de 16 ans que je voyais sous moi. Passaient d'histoire, il devrait se documenter. Il avait longuement visité le Centre de mémoire d'Oradour-sur-Glane. Il voulait photographier, dans le cimetière de Périllac la tombe du commandant du 1^{er} bataillon de volontaires de la Haute-Vienne pendant la Révolution. Il comparait — à juste titre — ces volontaires qui quinquèrent leur village sans uniforme et les pieds sans souliers, dont le courage fut immortalisé par Victor Hugo, aux maquisards qui conspuent, eux aussi, la pénurie d'équipements, d'armements et les réelles souffrances. Comme leurs aînés ils allèrent au sacrifice suprême pour que la France reste le pays des droits de l'homme éclairé par le phare de la liberté. Je fus surpris quand il m'avoua que, pour lui, le maquis c'était Eymoudiers, Châteauneuf et les combats du Mont Gargan. Il ignorait tout des autres maquis : Cussac, Ambazac, Blond, etc. Je le renseignai de mon mieux et ce qui devint cet article.

Je ne crois pas me tromper en pensant que Blond fut le deuxième centre de maquis après celui, incontesté, que commandait notre président d'honneur et ami Georges Guingouin.

Début 1943, les premiers embryons furent créés au Bois-du-Roi et dans la forêt des Tourterres donnant naissance à 4 compagnies FTP dans les monts de Blond.

- La 2407 au Savary et à la Feyre.
- La 2437 au Brulon, Le Four, La Basse-Forêt.
- La 2438 à La Borderie.
- La 2439 aux Ramades.

Le premier parachutage eut lieu à Vaqueuse, mais ce terrain trop pebs de

Beillac fut abandonné au profit du terrain de Savary. Au Breuil fut installé un hôpital. Naturellement ces maquis intéressèrent vivement ceux qui travaillaient sans vergogne au service des maîtres du moment, tel un individu du nord du département, membre zélé de la S.I.P.O., connaissant bien la région. Il y eut une véritable toile d'araignée de délateurs bien rétribués, recrutés dans tous les milieux. Certains n'hésitèrent pas

à porter l'uniforme feldgrau pour guider les Allemands lors des combats des 7 et 8 août 1944. Les noms — trop nombreux — que portent les stèles jalonnant le parcours des soldats du général Othenbach, sont là pour en témoigner.

— La 2409^e Cie stationnée à Boissour, commune de Chamboret, participa aux combats précités.

— La 2401^e Cie de Boissoumet, commune de Périllac, fut celle qui tomba dans l'embuscade de Saint-Victorien tendue par la milice le 27 juin 1944.

Je profite de cette occasion pour rendre hommage aux femmes qui aidèrent la Résistance et vécurent des moments dramatiques. En lisant ces lignes, elles se reconnaîtront :

Vous, Marie qui, mère de 5 enfants, dont le père était au maquis, avait tant de fois "rempli la soupe" comme on dit en Limousin, pour l'armée des ombres venant chez vous, la nuit, par groupes de 5 à 10 dès le début de 1944.

Vous, Marguerite qui soigniez les blessés au Breuil pendant que votre époux était au maquis avec son fils aîné. Votre mari fut tué et son nom figure sur une des stèles.

Vous, Louise, dont le mari était prisonnier, qui ravitaillait les maquisards, trouvant chez vous le gîte et le couvert. Quelle angoisse a été la vôtre quand, fouillant votre maison, un officier allemand mit son pistolet sur la tempe de votre enfant... un bambin de 7 ans ! Je vous cite toutes les trois... un chiffre symbole. Il y en eut tant d'autres.

Hommage à vous les "benjamins", toi mon ami qui, avec ton père attenant les bœufs les nuits de parachutage pour transporter en lieux sûrs les armes de la liberté tombées du ciel : tu avais 17 ans.

Toi, mon ami qui avait le même âge le jour de ton arrestation. Les



Nantes - Le Bourg - 14 juillet 1944 - Un détachement de la 2409^e Cie commandé par le lieutenant Cabré (sans Jacques). Elle participa aux combats, au complet, des 7 et 8 août.

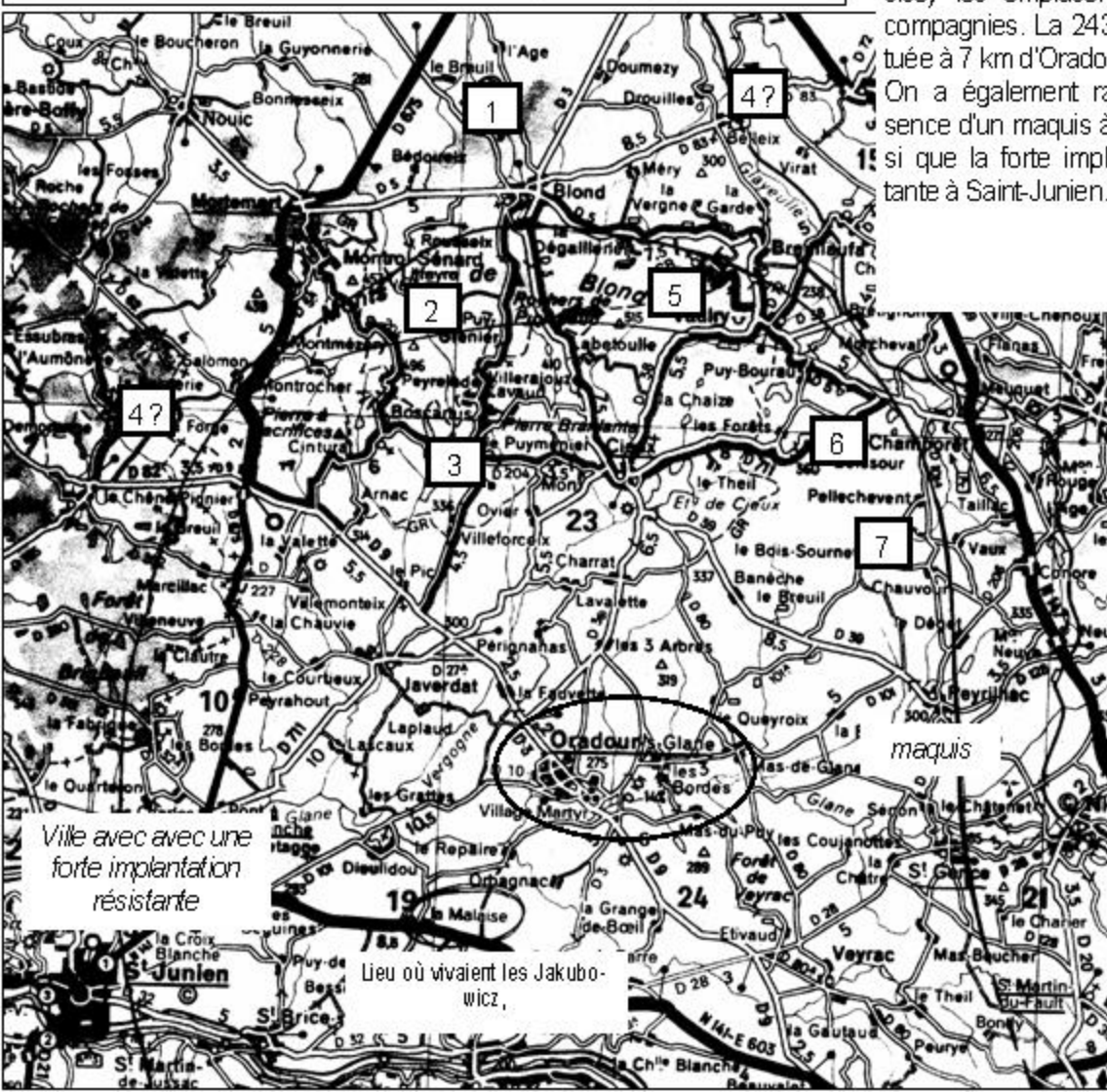
Ci-contre : fragment de la page 8 du Bulletin des Amis du Musée de la Résistance du Département de la Haute-Vienne (n° 55, 3ème trimestre 2001). L'auteur de l'article, André Couvidou, est membre de la Commission de la documentation historique.

Il révèle l'existence de plusieurs compagnies FTP et d'un hôpital de maquis au Nord d'Oradour-sur-Glane :

- 1- au Breuil (l'hôpital) ;
- 2- la Feyre (2407e Cie) ;
- 3- le Four (2437e Cie)
- 4- La Borderie (2438e Cie)
- 5- aux Ramades (2439e Cie)
- 6- à Boissour (2409e Cie)
- 7- au Bois-Soumet (2401e Cie)

Ci-dessous : fragment d'une carte Michelin sur laquelle ont été portés (grâce à une carte IGN plus précise) les emplacements de ces compagnies. La 2437ème était située à 7 km d'Oradour.

On a également rappelé la présence d'un maquis à Peyrilhac ainsi que la forte implantation résistante à Saint-Junien.



J.-J. FOUCHÉ TRONQUE LE « RAPPORT PALLIER »
POUR NE PAS CITER LE PASSAGE CAPITAL

assis, la tête penchée en avant. Dans une voiture d'enfant reposaient les restes d'un bébé de huit ou dix mois.

« Je ne pus en supporter davantage et c'est en marchant comme un homme ivre que je regagnai [...] ».

Jean Pallier s'éloigne et quitte Oradour.

Son texte daté du 23 juin 1944 et rédigé immédiatement

Ci-dessus : fragment de la page 179 du livre de J.-J. Fouché

Ci-dessous : bas de la quatrième page et haut de la cinquième page du « rapport Pallier ».

J.-J. Fouché a interrompu sa citation au bas de la page 4, évitant ainsi de citer le passage capital de la page 5.

garçonnet était assis la tête penchée en avant. Dans la confessionnal, un
tant reposaient les restes d'un bébé de 8 à 10 mois.

Je ne pus en supporter davantage, et c'est en marchant comme un
homme ivre que je regagnai le village des Bordes.

autres hommes que moi ont vu cela mais ils ne sont
Lundi matin les Allemands sont revenus pour effacer le plus
possible de leurs oeuvres.

Il s'arrête l'exposé des faits dont j'ai été personnellement le
témoin. Mais je crois bon d'y ajouter la déclaration d'un rescapé que
je n'ai pas vu mais dont les paroles m'ont été rapportées par une per-
sonne digne de foi.

Lorsque les Allemands ont pénétré dans ORADOUR vers 14 heures, ils ont
obligé tous les habitants à sortir de leur demeure et les ont rassemblés
sur la place du pays, le champ de foire.

Un interprète les a alors avisés qu'un Commandant allemand portant
beaucoup de décorations avait été tué à quelques kms de là et que les
autorités allemandes savaient qu'il existait un dépôt de munitions dans
la localité.

L'interprète a alors demandé où se trouvait le dépôt. N'ayant pas ob-
tenu de réponse, la population a alors été avisée que le feu allait être
mis aux maisons afin de faire sauter le dépôt clandestin.

Le maire prit alors la parole pour donner l'assurance que tout le
monde ignorait l'existence d'un dépôt de munitions à ORADOUR. Il s'affit
comme otage afin d'éviter la destruction de l'agglomération ; mais les
Allemands décidèrent de mettre leur projet à exécution.

Ils firent entrer un premier groupe d'hommes dans une grange, puis le
mitraillèrent. Ensuite, sur les corps tués ou simplement blessés, ils a-
massèrent du bois, de la paille du foin et mirent le feu. Ils procédèrent
de la même façon pour les autres hommes.

Le rescapé dont il s'agit est une personne qui a subi le sort commun
mais qui, au moment du mitraillage, a eu la présence d'esprit de tomber
et qui, par la suite, a attendu que l'incendie soit suffisamment violent

pour sortir de la grange sans être vu des Allemands.

Il ne semble pas que les femmes et les enfants aient subi le même
puisque l'on a retrouvé dans l'église des corps que la mort a surpris
dans une attitude normale.

UNE DISPARITION RÉVÉLATRICE

Ci-dessous : Le témoignage capital de Mme Lang repris dans l'ouvrage de G. Pauchou et P. Masfrand, *Oradour-sur-Glane. Vision d'épouvante* (p. 59).

L'Office Français d'Édition a publié un livre « officiel », quasiment identique à celui de MM. Pauchou et Masfrand. La page 57 est reproduite ci-dessous : le témoignage de Mme Lang a curieusement disparu, remplacé par un autre texte...

de même, très certainement été brulé vif. Leurs cris entoyables ont été entendus de divers points de la ville. Le rapport de l'Evêché signale qu'à deux kilomètres d'Oradour, des habitants ont perçu les clameurs qui s'élevaient du lieu saint.

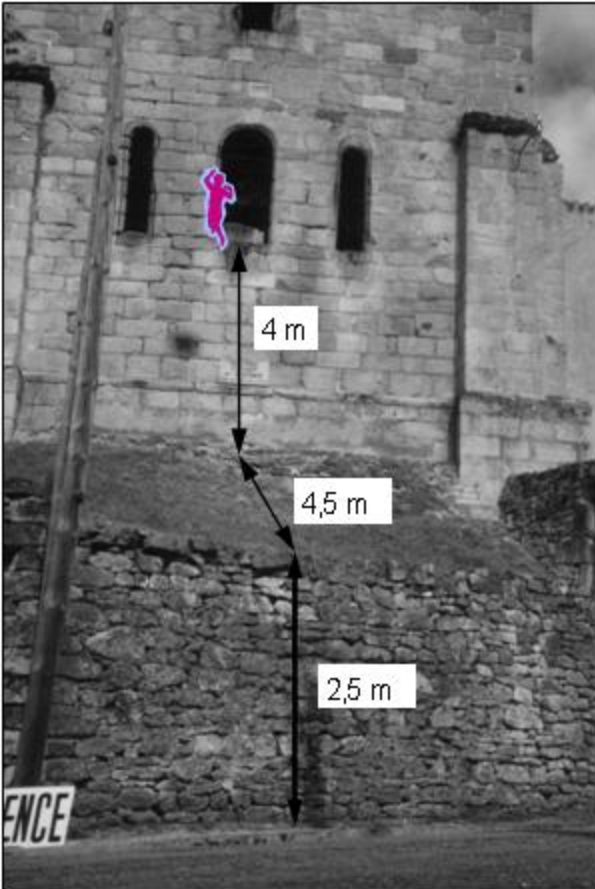
Mme Lang fait à ce sujet le récit suivant : « Un bruit épouvantable éclate dans la direction de l'église qui était à quelques dizaines de mètres de nous. Détonations sur détonations se succèdent, suivies d'une immense clameur et de cris effrayants. Les mitrailleuses crépitent. Un nuage de fumée s'élève. Toujours des clameurs ! Nous demeurons muets de frayeur, atterrés, épouvantés. Nous ne pouvions en douter ! Un massacre terrifiant s'accomplissait à quelques mètres de nous. »

Le cadavre de la femme qui a essayé de s'échapper de l'église à la suite de Mme Rouffanche a bien été découvert à l'endroit indiqué par cette dernière. plusieurs témoignages

Leurs cris entoyables ont été entendus de divers points du village par les survivants, qui en ont témoigné. Le rapport de l'Evêché assure même qu'à deux kilomètres d'Oradour des habitants ont entendu les clameurs qui s'élevaient dans l'église (pièce n° 29).

Des Allemands étant venus, dès le lundi matin, pour déblayer quelque peu les ruines, un certain nombre de corps ont été retrouvés en dehors de l'église. Le rapport du médecin de la Santé spécifie qu'on a retrouvé dans l'appentis du presbytère dix cadavres, dont huit d'enfants et deux de femmes, parmi lesquels furent reconnus : Mme Hyvernaud, Mlle Marie-Rose Bastien et les petits Raymond et Georgette Thomas. Il indique, en outre, que dans le jardin de la cure deux fosses isolées ont été découvertes, avec les cadavres de Mme H. Joyeux, née Hyvernaud, et de son enfant. Enfin, il signale l'existence d'un charnier à côté de la petite porte de l'église : il contenait dix cadavres et des débris humains correspondant à quinze personnes (pièce n° 28).

Le cadavre de la femme qui tenta de s'échapper de l'église à la suite de Mme Rouffanche a bien été découvert à l'endroit indiqué : plusieurs témoignages et le rapport de M. Bastien confirment



Sur cette photo prise par V. Reynouard, nous avons représenté, à l'échelle, une personne de 1,60 m qui saute du vitrail central.

« EXPLOSER OU NE PAS EXPLOSER ? », LÀ EST LA QUESTION.

WILLIAM SHAKESPEARE (REVU ET CORRIGÉ PAR MME ROUFFANCHE)

Mme Rouffanche en juin 1944 →

Une caisse qui n'explose pas
(Voy. Pierre Poitevin, *Dans l'Enfer d'Oradour*, p. 92)

M^{me} Rouffanche m'indique les proportions de l'engin qui cracha ses fumées noires, asphyxiantes :

« C'était une caisse du volume et de la hauteur de ma table de nuit. Personne ne voulut s'en approcher, mais elle n'explosa pas. »

Lorsque M^{me} Rouffanche fut dans la sacris-

Mme Rouffanche le 30 novembre 1944 →

Une caisse qui explose fortement
(Voy. Oradour-sur-Glane, p. 49)

« Vers 16 heures, des soldats âgés d'une vingtaine d'années placèrent dans la nef, près du chœur, une sorte de caisse assez volumineuse de laquelle dépassaient des cordons qu'ils laissèrent traîner sur le sol.

« Ces cordons ayant été allumés, le feu fut communiqué à l'engin dans lequel une forte explosion se produisit et d'où une épaisse fumée noire et suffocante se dégagea. Les femmes et les enfants, à demi asphyxiés et hurlant d'énouante affluèrent vers les parties



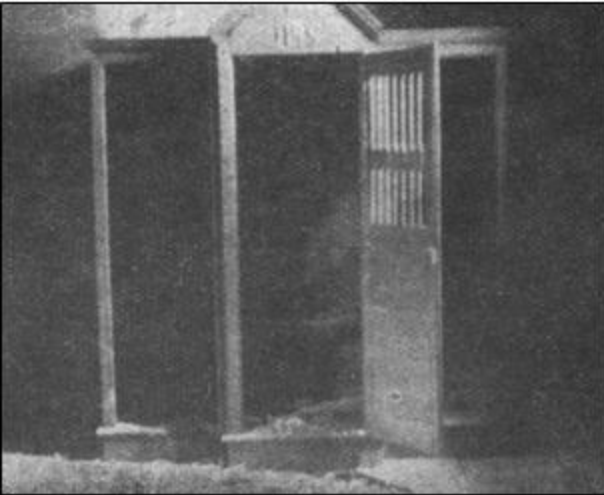
Mme Rouffanche en 1945.

balles.

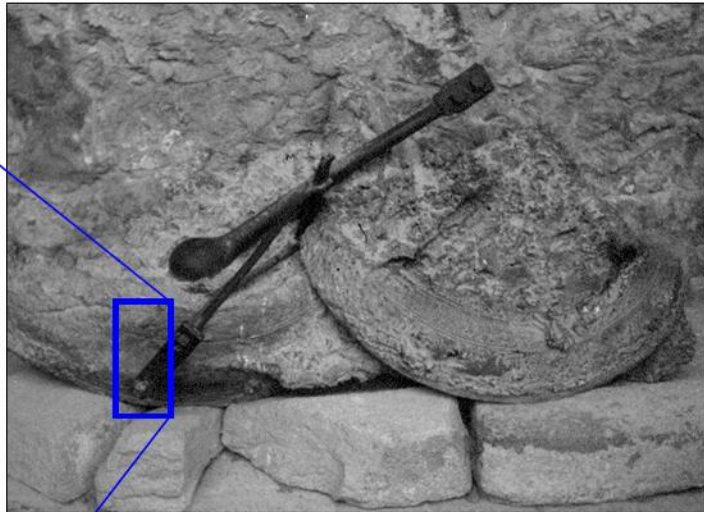
En face la chapelle de la Vierge, l'autel, les vases, les draperies, les ornements et les statues ont peu souffert.

Deux statues, celle de Notre-Dame de

▲ Fragment de la p. 78 du livre de P. Poitevin



▲ Le confessionnal intact photographié peu après la tragédie (cliché publié par P. Poitevin dans son ouvrage intitulé : *Dans l'Enfer d'Oradour*).



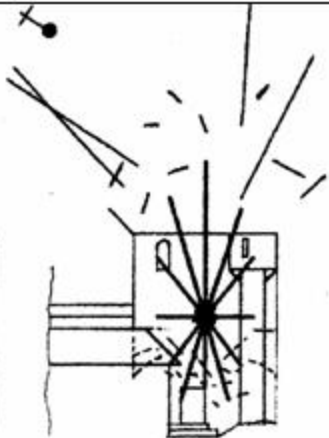
▲ Les deux cloches d'Oradour dont il ne reste qu'une partie de la base et un seul marteau, pris dans le métal fondu et refroidi.
◀ Détail d'une base sur laquelle on distingue encore des écritures et des décorations.

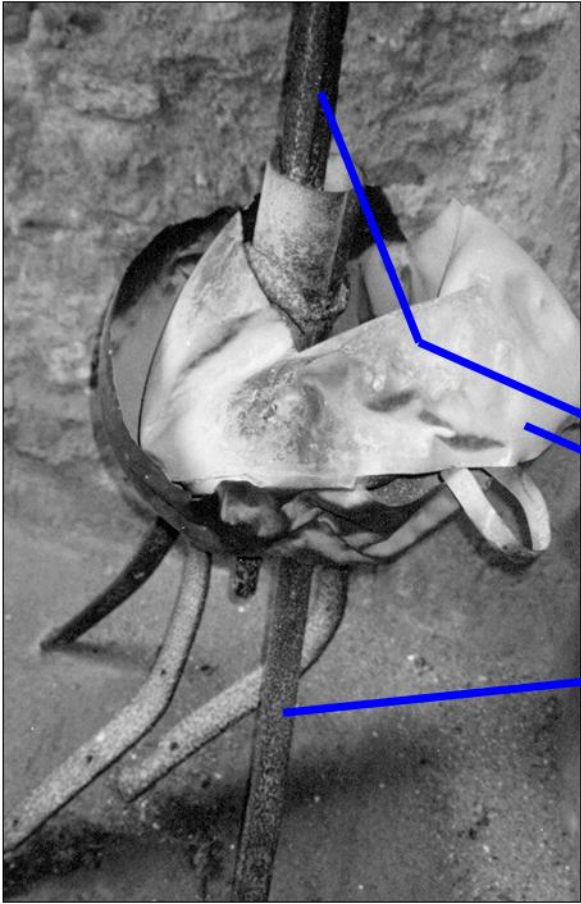
Plancher
du clocher

Voûte

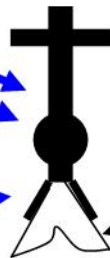
Tribune

L'explosion dans le clocher de l'église d'Oradour-sur-Glane



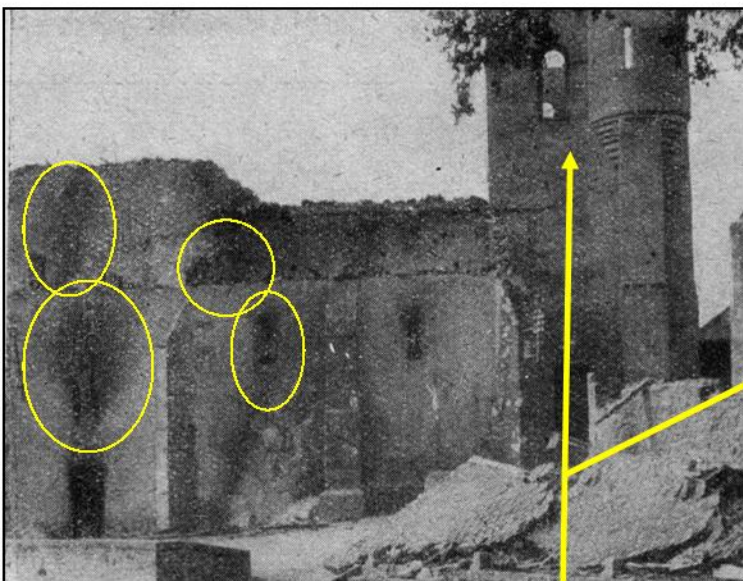


Oradour : la fine sphère de laiton à la base de la croix faïtière (je l'ai photographiée en 1990).

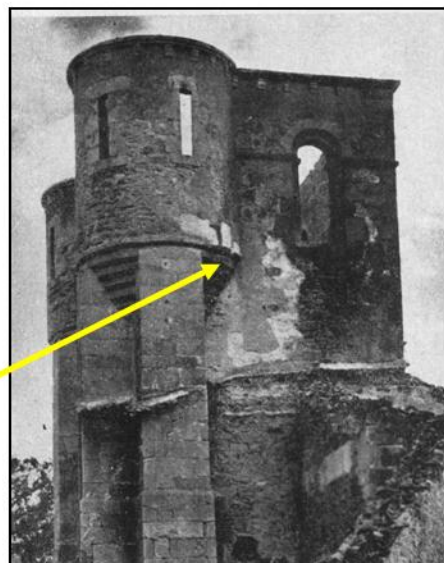


Sommet du clocher

**OÙ SONT LES TRACES DE SUIES QUE L'ON DEVRAIT VOIR SUR LE CLOCHER
S'IL Y AVAIT EU UN INCENDIE ?**



↑ Photo de l'église d'Oradour prise « *le surlendemain de la tragédie* » et publiée par P. Poitevin. On a entouré les traces de suie évidentes. Notez l'absence de toute trace au niveau du clocher.



↑ Photo d'une autre face du clocher. Notez là aussi l'absence de toute trace de suie au niveau des ouvertures.



← Dessin illustrant la couverture du livre de Philip Vickers, *La division Das Reich de Montauban à la Normandie* (éd. Lucien Souny, 2003).

Avec bon sens, l'auteur montre de la fumée qui s'échappe par les ouvertures du clocher tant que la toiture ne s'est pas effondrée. On ne voit pas pourquoi la fumée n'aurait pas laissé là des traces de suie alors que vitraux d'en bas en portent. C'est la preuve qu'aucun incendie ne s'est développé dans le clocher (alors que dans l'église, certains foyers mineurs ont pu se développer suite aux explosions, d'où les traces de suie...).

▼ Église victime d'un bombardement en 1940 (extrait du magazine *Le Miroir*, n° 40, 2 juin 1940).



Comparez avec l'état de l'église d'Oradour après l'effondrement de la voûte en novembre 1944.



Cliché I



Cliché I : la collégiale de Nivelles atteinte par plusieurs bombes après un raid allemand en mai 1940.

Notez la disparition de la flèche et des toitures.

Clichés II et III : la collégiale de Saint-Gildas-des-Bois après un bombardement américain en 1944.

Une bombe est entrée par le clocher.

Cliché IV : aspect du clocher de l'église d'Oradour après la tragédie du 10 juin 1944.

Notez la ressemblance avec les trois autres clichés.

Cliché II



Cliché III



Cliché IV



**Comment croire
que ces trois clochers
n'ont pas été le siège
d'événements
de même nature ?**



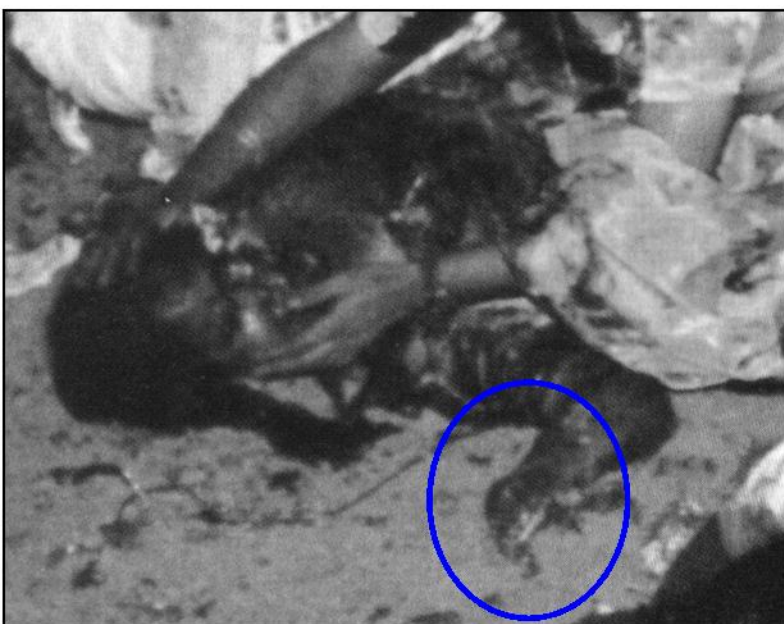
Fragments de corps sortis de l'église d'Oradour. Notez les chaussures intactes.

De façon évidente, il ne s'agit pas de corps qui ont séjourné dans des brasiers.



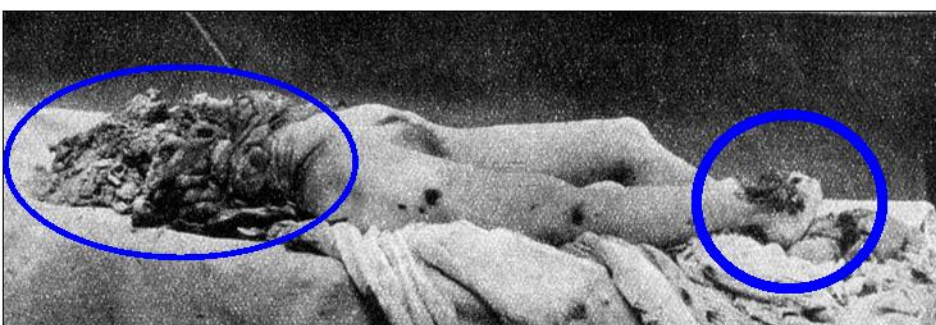
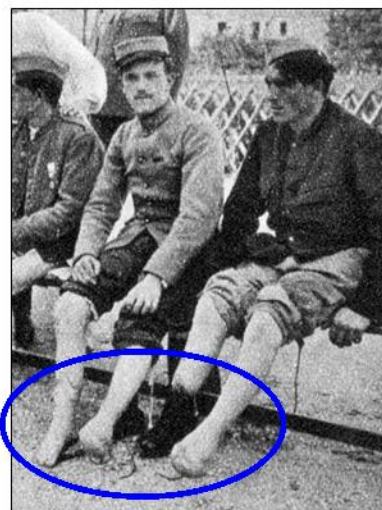
Garçon dont le corps a été sorti de l'église : les traits du visage, les deux mains et les habits ont subsisté.

BLESSURES VISIBLES SUR DES CORPS VICTIMES D'UNE EXPLOSION



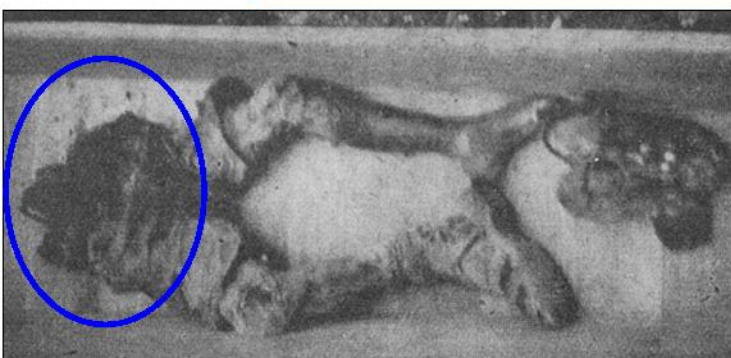
◀ Mutilations (extrémité du bras arrachée, tête en partie défoncée) chez une femme morte dans l'incendie qui a coûté la vie à Rajiv Gandhi (21 mai 1991).

► Deux soldats de la guerre 14 victimes d'engins explosifs qui leur ont arraché le bas des jambes.

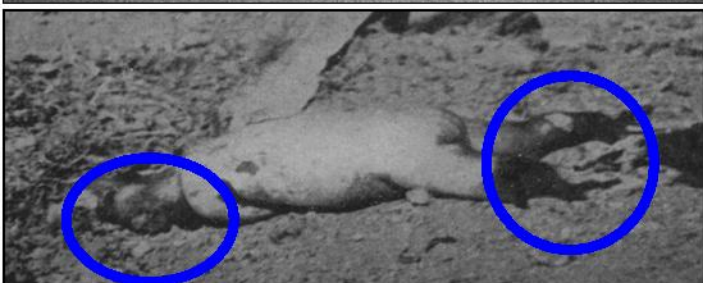


◀ Jeune maman tuée en 1918 dans l'explosion d'un obus tiré par un gotha allemand. Le haut du corps et un pied ont été arrachés, mais ce qui reste a été peu touché...

Comparez avec...



◀ ... corps d'un garçonnet retiré de l'église d'Oradour : le haut a disparu mais le reste ne souffre que de brûlures superficielles. Le short et les chaussures ont subsisté.



◀ ... cadavre d'un bébé retrouvé hors de l'église d'Oradour après la tragédie. Officiellement, il s'agit du bébé de Mme Joyeux, une jeune mère qui aurait tenté de suivre Mme Rouffanche dans sa fuite. Le corps n'est pas brûlé. Le 12 avril 1945, toutefois, l'ancien Waffen-SS A. Lohner parla de « *petits enfants de 2 ans [qui] avaient été projetés hors de l'église par l'explosion et horriblement mutilés* ».

D'autres fragments de corps de femmes sortis de l'église. On constate qu'ils ne sont pas carbonisés mais déchiquetés (les jambes ne sont pas brûlées). Les pauvres sont mortes dans une explosion...



Ci-dessous : fragments humains retrouvés dans l'église et déposés sur des contrevents (source : G. Pauchou et P. Masfrand, *Vision d'épouvante...*). Il s'agit non de cadavres calcinés, mais de corps déchiquetés et, pour certains, brûlés qu'en partie.

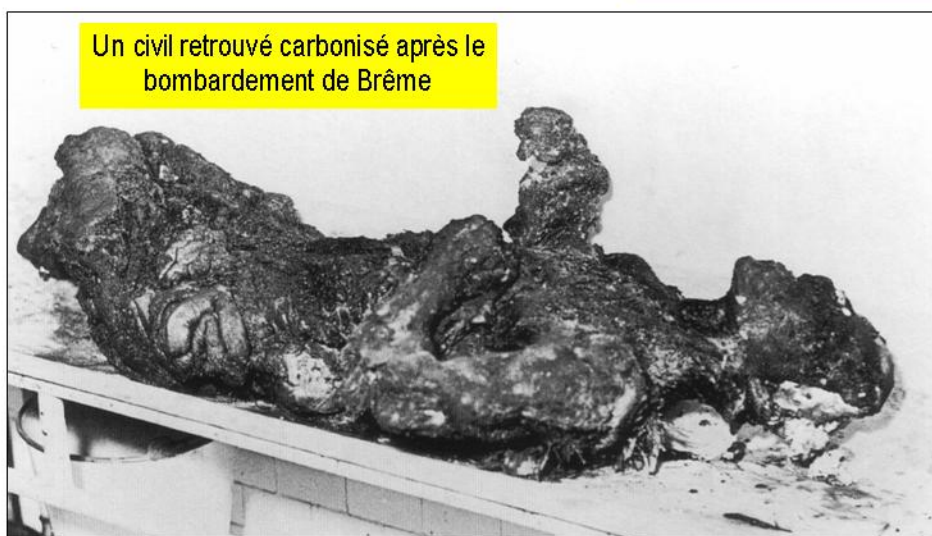




Hambourg, 1943



Cadavre d'homme retrouvé à Oradour



Un civil retrouvé carbonisé après le bombardement de Brême

Les Alliés ont bombardé les villes allemandes à l'aide d'engins incendiaires (au phosphore notamment). L'effet le plus destructeur n'était donc pas l'explosion, mais l'incendie généralisé provoqué par les tonnes de matières inflammables déversées sur les cités. Voilà pourquoi de très nombreux cadavres retrouvés étaient carbonisés.

Sur ces cadavres, on constate nettement :

- la disparition totale des habits (vêtements + chaussures) ;
- la disparition des extrémités des membres (mains et pieds) ;
- la disparition des traits du visage (cadavre non identifiable en l'absence d'autre indice).

Table des matières

Prologue.....	7
Que sait-on du massacre?.....	13
<i>Des ruines parlantes ? « Oradour, c'est complexe... ». Sept publications... et quelques autres. Les archives s'ouvrent.</i>	
La culture de guerre des Waffen SS.....	27
<i>Berlin, 1933. Bavière: une adhésion à la SS. La guerre « brutale » à l'Est. La guerre à l'Est de la division « Das Reich ».</i>	
La division SS « Das Reich » en France.....	47
<i>Se préparer à l'« invasion ». L'incorporation de Français originaires d'Alsace annexée. La « discrimination » des résistants: les « bandes ».</i>	
Un point chaud: le Massif central.....	57
<i>La détérioration de la situation. L'attaque de la ville de Tulle. Les Waffen SS à Limoges. Harcèlement et répression. La préparation d'une « action brutale ». Les massacreurs Waffen SS partis pour Oradour.</i>	
Oradour, un village ordinaire?.....	87
<i>« C'est un trou de verdure où chante une rivière. » Économie et politique au village. Les réfugiés. Les interventions de Vichy. Le ravitaillement, « marché gris » et marché noir. L'évolution des opinions et des comportements. Il n'y avait pas de maquis. Un village ordinaire. La population d'Oradour en juin 1944.</i>	
Récit du massacre.....	129
<i>La surprise. L'encerclement. Le rassemblement « sans exception ». L'attente place du champ de foire: la demande d'otages. La séparation. Les hommes attendent encore sur la place. Exécution des hommes dans des lieux clos. Pillage, incendie et tuerie dans les rues. Le massacre dans l'église. La fuite des survivants. Découverte stupéfiante du bourg en feu. Départ d'une partie de la troupe. La nuit dans le bourg dévasté. La</i>	

La table des matières du livre de Jean-Jacques Fouché, Oradour (éd. Liana Lévi, 2001). Travail typique d'un historien qui ne commence pas par le commencement : l'étude de la matérialité des faits.